

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste,
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi du 6 août 1933, tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des *primes accordées à certains produits coloniaux* par la loi du 31 mars 1931 et les lois subséquentes. (*Arrêté de promulgation du 16 septembre 1933*). 506

Décret du 12 janvier 1929, exonérant des *droits de douane*, les fournitures importées par les colonies au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général. (*Arrêté de promulgation du 25 septembre 1933*). 507

Décret du 23 juillet 1933, appliquant aux colonies la disposition essentielle de la loi du 21 avril 1933 sur l'*exercice de la médecine et de l'art dentaire* en France (exclusion des étrangers). (*Arrêté de promulgation du 15 septembre 1933*). 507

Décret du 25 juillet 1933, rendant applicables au territoire sous mandat du Togo, les dispositions de la *convention internationale de Varsovie* du 12 octobre 1929 et du protocole additionnel pour l'unification de certaines règles relatives au *transport aérien international*. (*Arrêté de promulgation du 15 septembre 1933*). 508

Décret du 28 juillet 1933, étendant aux colonies, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 15 février 1898 sur le *commerce de brocanteur*. (*Arrêté de promulgation du 15 septembre 1933*). 509

Décret du 1^{er} août 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'*avenant à l'accord commercial* entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933. (*Arrêté de promulgation du 15 septembre 1933*). 510

Décret du 6 août 1933, portant publication et mise en application provisoire du *modus vivendi commercial* entre la France et la Turquie signé à Paris le 27 juillet 1933. (*Arrêté de promulgation du 25 septembre 1933*). 512

Rectificatif au décret du 8 juin 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'*arrangement commercial* entre la France et le Canada. 512

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 13 septembre 1933, portant ouverture de crédits supplémentaires au chapitre XI du *budget local*, exercice 1933, et annulation de crédits d'égale somme au chapitre XV du même budget. 512

Arrêté du 13 septembre 1933, approuvant et rendant exécutoires divers *rôles supplémentaires* afférents à l'exercice 1933. 512

Arrêté du 14 septembre 1933, désignant les *fonctions donnant droit à des indemnités et remises* au compte du budget de la commune-mixte de Lomé, et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires ou agents rétribués sur un autre budget. 513

Arrêté du 15 septembre 1933, fixant le siège des *prisons* et déterminant affectation de certaines d'entre elles. 514

Arrêté du 16 septembre 1933, fixant la *prime à payer aux cafés exportés* pendant le quatrième trimestre de l'année 1933. 514

Arrêté du 19 septembre 1933 , modifiant l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la <i>protection et l'usage des voies publiques</i> dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.	514
Arrêté du 23 septembre 1933 , modifiant l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le <i>fonctionnement des services médicaux</i> du Togo.	515
Arrêté du 23 septembre 1933 , réglementant les <i>communications téléphoniques</i> entre certains bureaux de la colonie de la Gold-Coast d'une part et certains bureaux du territoire du Togo d'autre part.	515
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	516
Commission de surveillance des prisons	519
Commissions	519
Produits pharmaceutiques	520
Avis à la population	520
Circulation	520
Domaines	520
État des principaux produits du crû exportés pendant le mois d'août 1933.	521

PARTIE NON OFFICIELLE

Inauguration	521
Nécrologie	522
Banque de l'Afrique Occidentale	522
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Primes

ARRETE N° 515 promulguant au Togo la loi du 6 août 1933, tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par la loi du 31 mars 1931 et les lois subséquentes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 6 août 1933, tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par la loi du 31 mars 1931 et les lois subséquentes;

Vu le câblogramme n° 166 en date du 27 août 1933 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 6 août 1933, tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par la loi du 31 mars 1931 et les lois subséquentes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 septembre 1933.

R. DE GUISE.

LOI tendant à subordonner au transport sous pavillon français le paiement des primes accordées à certains produits coloniaux par les lois de protection du 31 mars 1931.

Le sénat et la chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le droit à la prime instituée par la loi du 31 mars 1931 et par les lois subséquentes est subordonné pour les trafics desservis directement ou indirectement par une ligne française, au transport sous pavillon français des produits coloniaux bénéficiaires de la prime.

ART. 2. — Les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies intéressées pourront accorder des dérogations à cette obligation, soit en cas de nécessité urgente, soit dans le cas d'exportation à destination de pays consommateurs étrangers non desservis par les lignes françaises, soit enfin dans le cas où l'armement français cesserait de maintenir aux chargeurs, toutes conditions étant égales, des tarifs de frêt en harmonie avec ceux des frêts étrangers.

La présente loi, délibérée et adoptée par le sénat et par la chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Mercy-le-Haut, le 6 août 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine marchande,
Eugène FROT.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,
Georges BONNET.

Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.

Droits de douane

ARRETE N° 527 promulguant au Togo le décret du 12 janvier 1929 exonérant des droits de douane, les fournitures importées par les colonies au titre des prestations en nature en vue de l'exécution de travaux d'intérêt général.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 12 janvier 1929 exonérant des droits de douane, les fournitures importées par les colonies au titre des prestations en nature en vue de l'exécution des travaux d'intérêt général;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 12 janvier 1929 exonérant des droits de douanes les fournitures importées par les colonies au titre des prestations en nature en vue de l'exécution des travaux d'intérêt général.

Lomé, le 25 septembre 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 3 de la loi du 24 mars 1928;

Sur la proposition du ministre des finances, du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admissibles en exemption totale ou partielle des droits de douane, dans le cadre prévu à l'article 3 de la loi du 24 mars 1928, les fournitures importées d'Allemagne par les administrations et organismes coloniaux ou pour leur compte, en exécution de contrats de prestations en nature agréés par le ministère du commerce.

ART. 2. — L'admission au régime de l'exonération totale ou partielle est subordonnée, d'une part, à l'autorisation du chef de la colonie intéressée lequel fixera notamment au cas où l'exonération ne serait pas totale, le régime de faveur à appliquer, d'autre part, à la production de certificats d'admissibilité délivrés par le service des prestations en nature. Ces certificats mentionneront l'espèce, le poids, la valeur, la destination des marchandises importées et indiqueront l'autorité habilitée pour charger les acquits-à-caution prévus à l'article 3 du présent décret.

ART. 3. — L'arrivée des marchandises à destination et leur utilisation aux fins privilégiées sont assurées par un acquit à caution garantissant le double du droit normalement applicable en cas de non-rapport dans le délai de quatre mois. Cet acquit doit être renvoyé au bureau d'émission après avoir été revêtu d'un certificat de décharge par le service compétent de l'administration intéressée.

ART. 4. — Le ministre des finances, le ministre du commerce et de l'industrie et le ministre des colonies, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 janvier 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies

ARRETE N° 508 promulguant au Togo le décret du 23 juillet 1933, appliquant aux colonies la disposition essentielle de la loi du 21 avril 1933 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France (exclusion des étrangers).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 juillet 1933, appliquant aux colonies la disposition essentielle de la loi du 21 avril 1933 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France (exclusion des étrangers);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 23 juillet 1933 appliquant aux colonies la disposition essentielle de la loi du 21 avril 1933 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France (exclusion des étrangers).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 17 juillet 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 21 avril 1933, sur l'exercice de la médecine en France, a apporté à la loi du 30 novembre 1892 une addition essentielle : désormais, pour pratiquer la médecine ou l'art dentaire en France, il est nécessaire, outre la possession des diplômes d'Etat correspondants, d'être citoyen ou sujet français, ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France.

Il m'a paru indispensable de rendre cette disposition nouvelle applicable dans nos colonies et territoires sous mandat, les droits à l'exercice de la médecine ou de l'art dentaire pour les médecins et dentistes indigènes continuant à être régis par les dispositions spéciales actuellement en vigueur.

Tel est l'objet du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France;

Vu le décret du 17 août 1897, rendant applicable à toutes les colonies, la loi du 30 novembre 1892;

Vu la loi du 14 avril 1910, modifiant la loi du 30 novembre 1892, et le décret du 9 juin 1915, rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 13 juillet 1921, relative à l'exercice de la médecine en France par les Alsaciens et les Lorrains et le décret du 12 janvier 1922, rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 21 avril 1933, relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut exercer la médecine dans les colonies et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies s'il n'est :

1^o — Muni du diplôme d'Etat français de docteur en médecine;

2^o — Citoyen ou sujet français ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France, ou administré sous mandat français.

Ces dispositions sont également applicables aux chirurgiens dentistes qui devront être en possession, soit du diplôme d'Etat de docteur en médecine, soit du diplôme de chirurgien dentiste, délivré par le gouvernement français.

ART. 2. — Les conditions d'exercice de la médecine et de l'art dentaire par les médecins ou dentistes indigènes, formés dans les écoles de médecine des colonies continueront à être soumises aux dispositions spéciales qui les régissent.

ART. 3. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 juillet 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Transport aérien international

ARRETE N° 513 promulguant au Togo le décret du 25 juillet 1933, rendant applicables au territoire sous mandat du Togo les dispositions de la convention internationale de Varsovie du 12 octobre 1929 et du protocole additionnel pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juillet 1933, rendant applicables au territoire sous mandat du Togo les dispositions de la convention internationale de Varsovie du 12 octobre 1929 et du protocole additionnel pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 juillet 1933, rendant applicables au territoire sous mandat du Togo les dispositions de la convention internationale de Varsovie du 12 octobre 1929 et du protocole additionnel pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 25 juillet 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et le protocole additionnel signés à Varsovie le 12 octobre 1929, ont été ratifiés le 15 novembre 1932, en exécution de la loi du 15 septembre 1931 et promulgués en France par décret du 12 décembre 1932. Or, ce décret n'a pas été contresigné par le ministre des colonies et ne saurait, par conséquent étendre à nos possessions extérieures les dispositions de ces actes.

Afin de remédier à cette lacune, il a été rédigé trois décrets rendant applicable la convention de Varsovie et le protocole additionnel dans nos territoires d'outre-mer et dans les pays sous mandat, la réglementation de ces derniers ne devant pas se confondre avec la législation coloniale.

Tel est l'objet des textes que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1922 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 16 septembre 1931 portant autorisation de ratifier la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929;

Vu le décret du 12 décembre 1932 promulguant la susdite convention et le protocole additionnel;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables au territoire sous mandat du Togo les dispositions de la convention relative à l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international et du protocole additionnel signés à Varsovie le 12 octobre 1929 et dont les ratifications ont été déposées à Varsovie le 15 novembre 1932.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 juillet 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Exercice du commerce de brocanteur aux colonies

ARRETE N° 509 promulguant au Togo le décret du 28 juillet 1933, étendant aux colonies, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 15 février 1898 sur le commerce de brocanteur.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 28 juillet 1933, étendant aux colonies, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 15 février 1898 sur le commerce de brocanteur;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 juillet 1933 étendant aux colonies, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 15 février 1898 sur le commerce de brocanteur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1933.

R. DE GUISE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 28 juillet 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 15 février 1898 a réglementé en France le commerce de brocanteur en vue de permettre une surveillance effective des individus qui l'exercent et d'éviter le recel des objets volés.

Cette loi, qui a été étendue à la Guadeloupe et à la Réunion et adaptée à la Cochinchine par trois décrets en date des 5 mai 1906, 13 juin 1907 et 16 mars 1909, n'a pas encore été promulguée dans nos autres colonies.

Il nous a paru nécessaire de combler cette lacune, qui a longtemps désarmé la justice à l'égard des voleurs domestiques et de leurs complices et, d'autre part, d'abroger le décret du 16 mars 1909 susvisé afin de ne pas placer la Cochinchine sous un régime spécial, différent des autres pays de l'Union Indochinoise.

C'est dans ce but que nous avons préparé le projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PÉNANCIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 en ses articles 6, 8 et 18;

Vu la loi du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur;

Vu le décret du 16 mars 1909 réglementant le commerce de brocanteur en Cochinchine;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 16 mars 1909 pour la Cochinchine est abrogé.

Les dispositions de la loi du 15 février 1898 sont rendues applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception de la Guadeloupe et de la Réunion.

ART. 2. — Des arrêtés des gouverneurs généraux, gouverneurs et commissaires du gouvernement régleront les modalités d'application spéciales à chaque Territoire intéressé, notamment en ce qui concerne les registres à ouvrir dans les préfectures et les lieux publics où ils devront être ouverts, la tenue des registres personnels de brocanteurs, la déclaration en cas de changement de domicile, le port de la médaille et les mesures de police prévus à l'article 3 de la loi susvisée.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française, ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires intéressés et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 juillet 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert SARRAUT.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Eugène PÉNANCIER.

LOI du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur.

ARTICLE PREMIER. — Tout brocanteur, revendeur de vieux meubles, linges, hardes, bijoux, livres, vaisselles, armes, métaux, ferraille et autres objets et marchandises de hasard, ou qui achète les mêmes marchandises neuves de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce, est tenu : 1^o — De se faire préalablement inscrire sur les registres ouverts à cet effet à la préfecture de police, s'il habite Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, ou à la préfecture du département qu'il habite. A cet effet, il sera tenu de présenter sa patente ou un certificat de décharge et un certificat d'individualité; il lui sera remis un bulletin d'inscription qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition; 2^o — D'avoir un registre coté et parafé par le commissaire de police ou, à son défaut, par le maire, et sur lequel il inscrira, jour par jour et sans blanc ni rature, les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la qualité et le prix desdites marchandises; il

devra présenter ce registre, tenu en état, à toute réquisition; 3^o — En cas de changement de domicile, de faire une déclaration au commissariat de police ou, à défaut, à la mairie, tant du lieu qu'il quitte qu'au commissariat et à la mairie du lieu où il va s'établir. Toute contravention aux prescriptions ci-dessus énoncées sera punie d'une amende de un franc (1 fr.) à cinq francs (5 frs.) et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de dix francs (10 frs.) à quinze francs (15 frs.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 2. — Il est spécialement défendu aux personnes visées dans l'article 1^{er} d'acheter aucuns meubles, hardes, linges, bijoux, livres, métaux, vaisselles, en un mot tout objet mobilier quelconque, d'enfants mineurs sans le consentement exprès et écrit des père, mère et tuteurs, ni d'acheter d'aucune personne dont le nom et la demeure ne leur seraient pas connus, à moins que leur identité ne soit certifiée par deux témoins connus qui devront signer au registre, sous peine d'un emprisonnement de cinq jours à un mois et d'une amende de cinq francs (5 frs.) à deux cents francs (200 frs.).

ART. 3. — Le brocanteur n'ayant pas boutique est tenu aux mêmes obligations. Il doit, en outre, porter ostensiblement et présenter à toute réquisition la médaille qui lui sera délivrée et sur laquelle seront inscrits ses nom et prénoms et numéro d'inscription. Il est, de plus, soumis à toutes les mesures de police prescrites, pour la tenue des foires et marchés, par les arrêtés préfectoraux et municipaux. En cas de contraventions aux dispositions du présent article, les pénalités prévues par l'article 1^{er} seront appliquées.

ART. 4. — Les tribunaux pourront appliquer, en cas de circonstances atténuantes, l'article 463 du code pénal pour toutes les infractions à la présente loi.

ART. 5. — La présente loi est applicable en France et en Algérie.

ART. 6. — Toutes dispositions et ordonnances antérieures à la présente loi et relatives au brocantage sont et demeurent abrogées.

Accord commercial franco-autrichien

ARRETE No 514 promulguant au Togo le décret du 1^{er} août 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 1^{er} août 1933 portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1^{er} août 1933, portant publication et mise en application provisoire de l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche du 16 mai 1928, signé à Paris le 9 juin 1933.

Lomé, le 15 septembre 1933.

R. DE GUISE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 23 juillet 1919;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la guerre, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre du budget, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions qui figurent dans l'avenant à l'accord commercial entre la France et l'Autriche, signé à Paris le 9 juin 1933, et dont la teneur suit, seront publiées au journal officiel.

Ces dispositions seront mises en application provisoire le 5 août 1933 en attendant leur approbation par le sénat et la chambre des députés.

AVENANT à l'accord commercial entre la France et l'Autriche signé le 16 mai 1928.

Le gouvernement de la République française et le gouvernement fédéral autrichien, animés du commun désir de tenir compte de la situation économique actuelle et d'améliorer les échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — Nonobstant les dispositions des articles 1^{er} et 2 de l'accord commercial entre la France et l'Autriche, signé le 16 mai 1928, chacune des hautes parties contractantes aura le droit de modifier, pour un ou plusieurs produits, les droits qui figurent aux listes A et C par une dénonciation spéciale comportant un préavis de quinze jours, de telle sorte qu'après l'expiration de ce délai les nouveaux droits pourront être immédiatement applicables.

ART. 2. — Si l'une des hautes parties contractantes vient à user de la faculté qui lui est accordée par l'article 1^{er}, l'autre partie contractante pourra, sans attendre l'expiration du délai de dénonciation, demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation équitable.

ART. 3. — Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de dix jours à dater de la mise en vigueur des nouveaux droits, la partie contractante qui a introduit la réclamation pourra relever les droits de douane afférents à un ou plusieurs produits repris aux listes A et C visées à l'article 1^{er} de manière à n'appliquer, de son propre chef, à l'importation desdits produits que des mesures dont la répercussion sur les échanges soit d'une même importance relative.

ART. 4. — Le présent avenant forme partie intégrante de l'accord commercial entre l'Autriche et la France, signé le 16 mai 1928. Il sera ratifié et entrera en vigueur huit jours après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris.

Les hautes parties contractantes se réservent le droit de la mettre en application, à titre provisoire, à une date antérieure à l'échange des instruments de ratification. Cette date sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés autorisés ont signé le présent avenant et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 9 juin 1933.

Signé : SERRE.

Signé : SCHULLER.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre du budget, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la guerre,
Edouard DALADIER.*

*Le ministre des affaires étrangères,
Paul BONCOUR.*

*Le ministre des finances,
Georges BONNET.*

*Le ministre du budget,
Lucien LAMOUREUX.*

*Le ministre de l'intérieur,
Camille CHAUTEMPS.*

*Le ministre du commerce et de l'industrie,
Louis SERRE.*

*Le ministre de l'agriculture,
Henri QUEUILLE.*

*Le ministre des colonies,
Albert SARRAUT.*

Modus vivendi commercial franco-turc

ARRETE N° 526 promulguant au Togo le décret du 6 août 1933, portant publication et mise en application provisoire du modus vivendi commercial entre la France et la Turquie signé à Paris le 27 juillet 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 6 août 1933, portant publication et mise en application provisoire du modus vivendi commercial entre la France et la Turquie signé à Paris le 27 juillet 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 août 1933, portant publication et mise en application provisoire du modus vivendi commercial entre la France et la Turquie signé à Paris le 27 juillet 1933.

Lomé, le 25 septembre 1933.

R. DE GUISE.

(J. O. R. F. 11 août 1933 page 8695).

Arrangement commercial franco-canadien

RECTIFICATIF au journal officiel de la République française du 9 juin 1933 paru au J. O. R. F. du 19 août 1933, page 8911. Décret du 8 juin 1933 (arrêté de promulgation du 9 août 1933.)

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Budget local**

ARRETE N° 510 portant ouverture de crédits supplémentaires au chapitre XI du budget local, exercice 1933 et annulation de crédits d'égale somme au chapitre XV du même budget.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81 et le décret du 16 avril 1932 le modifiant;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant le budget du Territoire pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte au budget local du Togo, exercice 1933, une rubrique nouvelle dotée du crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE XI — TRAVAUX PUBLICS.*Article 4. — Travaux neufs.*

Paragraphe 3 — Achat de matériel en vue de la prospection de l'eau dans le Territoire 87.000 frs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation suivante :

CHAPITRE XV — DÉPENSES DIVERSES MATÉRIEL.*Article 5. — Dotations.*

Paragraphe 2 — Participation aux dépenses de la santé publique et de l'assistance médicale indigène 87.000 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Rôles supplémentaires

Par arrêté n° 511 du 13 septembre 1933 :

Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1933 détaillés ci-après :

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION	MONTANT
228	Lomé	Impôt personnel et taxe additionnelle	6.861,61
229	Lomé	Impôt personnel sur les indigènes (catégorie ord.)	5.840,00
230	Lomé	— — — — (catégorie sup.)	539,00
231	Lomé	— — — — (catégorie sup.)	121,00
232	Lomé	— — — — (catégorie sup.)	70,00
233	Lomé	— — — — (catégorie ord.)	2.420,00
234	Klouto	— — — — (catégorie sup.)	210,00
235	Lomé	Impôt sur population flottante.	264,00

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE LA CONTRIBUTION			MONTANT
236	Lomé	Rachat prestations par les européens			600,00
237	Lomé	—	—	les indigènes.	126,00
238	Lomé	—	—	—	18,00
239	Lomé	—	—	—	18,00
240	Klouto	—	—	—	36,00
Patentes					
Centimes Additionnels					
241	Klouto	Principal	Sté. Pque.	Chambre de Commerce	2.011,50
		1.490,00	372,50	149,00	
Armes perfectionnées					
Centimes Additionnels					
242	Lomé	Principal	Commune mixte 10%		132,00
		120,00	12,00		
243	Lomé	Armes non perfectionnées			9.600,00
Taxe sur véhicules					
Centimes additionnels					
244	Lomé	Principal	S. Pque. 30%	Commune mixte 10%	7.658,00
		5.470,00	1.641,00	547,00	
245	Lomé	1.040,00	312,00		1.352,00
246	Lomé	4.525,00	1.357,50	452,50	6.335,00
247	Klouto	1.430,00	429,00		1.859,00
248	Lomé	Taxe d'hygiène			1.300,00
249	Lomé	Taxe A. M. I. (catégorie ordinaire)			1.320,00
250	Lomé	—	(catégorie supérieure)		35,00
251	Lomé	—	(catégorie supérieure)		55,00
252	Lomé	—	(catégorie supérieure)		245,00
253	Lomé	—	(catégorie ordinaire)		3.504,00
254	Klouto	—	(catégorie supérieure)		105,00

La date de mise en recouvrement est fixée au 1^{er} novembre 1933.

Indemnités et remises

ARRETE N° 507 désignant les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du budget de la commune-mixte de Lomé, et fixant le taux de ces indemnités et remises pour les fonctionnaires ou agents rétribués sur un autre budget.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le fonctionnement des communes-mixtes du Togo, notamment les articles 50 à 53;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

Vu les inscriptions budgétaires de la commune-mixte de Lomé, exercice 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctions donnant droit à des indemnités et remises au compte du budget de la

commune-mixte de Lomé et le taux de ces indemnités et remises, pour les fonctionnaires ou agents rétribués sur un autre budget, sont fixés ainsi qu'il suit, pour l'année 1933 :

Receveur municipal . . .	taux annuel 4.000 frs.
Secrétaire municipal . . .	— 1.800 frs.
Agent intermédiaire . . .	— 1.000 frs.
Médecin (ou vétérinaire)	
chargé de l'inspection des	
viandes	— 1.200 frs.
Garde magasin comptable	— 1.000 frs.
Collecteur des impôts et taxes	
Remises proportionnelles	2 %
Agent percepteur de la taxe d'abatage	
Remises proportionnelles	0,5 %

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Prisons

ARRETE N° 512 fixant le siège des prisons et déterminant l'affectation de certaines d'entre elles.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo, notamment les articles 1, 38 et 39;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une prison au chef-lieu de chacune des circonscriptions administratives énumérées ci-après :

Cercles de : Lomé — Anécho — Klouto — Atakpamé — Sokodé — Sansanné-Mango.

Subdivisions de : Tsévié — Bassari — Lama-Kara.

ART. 2. — Les prisons de Sokodé et de Sansanné-Mango sont désignées pour recevoir les détenus condamnés aux travaux forcés, à la réclusion et à plus de dix années d'emprisonnement.

ART. 3. — Les détenus condamnés à plus d'une année d'emprisonnement par les tribunaux de premier degré des subdivisions de Tsévié, Bassari et Lama-Kara seront transférés dans la prison du chef-lieu du cercle dont dépendent ces subdivisions.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Prime à l'exportation

ARRETE N° 516 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le quatrième trimestre de l'année 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant 1^{re} création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français — 2^o établissement d'une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 11 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi précitée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté du 12 février 1933 fixant le prix de revient du kilogramme de café dans le territoire du Togo;

Vu le câblogramme n° 171 du 2 septembre 1933 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à 1 franc 30 centimes par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} octobre au 31 décembre 1933.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Protection et usage des voies publiques

ARRETE N° 518 modifiant l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France; ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 25 de l'arrêté du 26 janvier 1928 susvisé est complété comme suit :

Réceptions. — Les certificats de réception régulièrement délivrés en Gold-Coast sont valables pour les véhicules automobiles immatriculés en Gold-Coast dont le propriétaire réside en Gold-Coast et qui sont appelés à passer occasionnellement de la Gold-Coast sur le territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

ART. 2. — L'article 28 de l'arrêté du 26 janvier 1928 susvisé est modifié comme suit :

Validité des permis. — Sont valables dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les permis de conduire délivrés en France, dans les colonies françaises, les pays de protectorat français et les autres territoires placés sous le mandat de la France.

Exceptionnellement, les permis de conduire délivrés en Gold-Coast sont valables pour les conducteurs de véhicules automobiles immatriculés en Gold-Coast, dont le propriétaire réside en Gold-Coast et qui sont appelés à passer occasionnellement de la Gold-Coast sur le territoire du Togo placé sous le mandat de la France. Cependant, les titulaires de permis anglais à qui un permis français ou togolais aurait été précédemment retiré ne peuvent se prévaloir de cette disposition.

Inscription des condamnations. — Toute condamnation ou punition disciplinaire pour infraction à la réglementation de la protection et l'usage des voies publiques sera mentionnée au dos du permis de conduire par les soins du directeur des services administratifs et du cabinet, s'il s'agit d'européens ou assimilés, ou par les soins du commandant du cercle dans le ressort duquel la punition a été infligée, s'il s'agit d'indigènes.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Fonctionnement des services médicaux

ARRETE N° 524 modifiant l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921 réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo;

Après avis du chef de service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 67 de l'arrêté du 11 août 1921 susvisé est complété comme suit :

Des particuliers titulaires de diplômes d'infirmier (diplômes de l'assistance publique ou de sociétés de la croix rouge) peuvent être autorisés, par arrêté du Commissaire de la République, à ouvrir un dispensaire dans les lieux dépourvus de médecin. Ils ne délivreront que des médicaments de première urgence et donneront des soins gratuits aux indigènes suivant les instructions et sous le contrôle du médecin chef de la subdivision sanitaire où est installé le dispensaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 septembre 1933.

R. DE GUISE.

Communications téléphoniques

ARRETE N° 525 réglementant les communications téléphoniques entre certains bureaux de la colonie de la Gold-Coast d'une part et certains bureaux du territoire du Togo d'autre part.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret du 30 septembre 1912 sur le régime financier;

Vu la convention passée entre le gouverneur de la Gold-Coast à Accra et le gouverneur, Commissaire de la République du territoire du Togo à Lomé le;

Sur la proposition du chef du service des postes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des communications téléphoniques internationales peuvent être échangées entre les bureaux de Lomé, Anécho, Palimé et Atakpamé d'une part et ceux de Accra, Kéta, Ada, Denu et Ho d'autre part.

ART. 2. — L'unité de conversation est fixée à 3 minutes.

ART. 3. — Les taxes à percevoir par trois minutes et fractions de trois minutes pour les communications ordinaires sont les suivantes :

Lomé.	Denu	6,50
	Kéta	13,00
	Ada	25,50
	Accra	38,00
	Ho	17,00
Anécho.	Denu	8,50
	Kéta	15,00
	Ada	27,50
	Accra	40,00
Palimé.	Denu	10,50
	Kéta	17,00
	Ada	29,50
	Accra	42,00
Atakpamé.	Denu	10,50
	Kéta	17,00
	Ada	29,50
	Accra	42,00

ART. 4. — La taxe des conversations urgentes est fixée au triple de la taxe des conversations ordinaires échangées pendant la même période de temps.

La taxe de l'avis d'appel et préavis est fixée à 3,50.

Une taxe supplémentaire de 1 franc par kilomètre ou fraction de kilomètre est perçue pour la remise des avis d'appels en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 septembre 1933.

R. DE GUISE.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC.

CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ecole coloniale

Par arrêté du ministre des colonies en date du 26 juillet 1933, le nombre des places mises à la disposition des élèves brevetés de l'école coloniale en 1933 et libérés des obligations du service militaire en temps de paix, a été fixé à 84, réparties ainsi qu'il suit :

Elève administrateur des colonies : 53, Togo : 2.

Mérite agricole

Par décret en date du 28 juillet 1933, rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture, et par arrêté en date du même jour, la décoration du mérite agricole a été conférée aux personnes ci-après désignées :

2°. — Au titre de l'Algérie, Tunisie, colonies, pays de protectorat.

Grade de chevalier

BAUCHÉ (Léon-Victor), administrateur en chef des colonies à Lomé (Togo).

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

Titularisation, rappel d'ancienneté, passage d'échelon

Par arrêté du gouverneur général p. i. du :

24 août 1933. — M. DE GUISE, (Félix-Robert), commis stagiaire du cadre commun supérieur des services civils de l'Afrique occidentale française, est nommé commis avant 18 mois pour compter du 22 août 1933, date d'expiration de son année de stage réglementaire.

Il est attribué à M. DE GUISE, un rappel d'ancienneté de 1 an 11 mois 15 jours correspondant à la durée effective de ses services militaires obligatoires.

M. DE GUISE, passe à l'échelon après 18 mois pour compter du 22 août 1933, et conserve dans cet échelon une ancienneté de 5 mois 15 jours.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Promotion

Par arrêté du :

21 septembre 1933. — Sont promus à compter du 23 septembre 1933 :

Cadres des services civils du Togo au grade d'adjoit :

M. CONSO Robert, commis (choix).

M. JAGU Pierre, commis (choix) conserve 5 jours d'ancienneté pour services militaires.

M. CHAUTARD Emile, commis (choix).

Affectations et prises de fonctions

Par arrêté du :

18 septembre 1933. — M. COEURDEVY, commissaire de police de Lomé, est provisoirement chargé d'assurer, cumulativement avec ses fonctions, l'intérim du chef du service de police et de sûreté.

Par décisions des :

13 septembre 1933. — M. MAHOX Maurice, ingénieur-adjoit de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, attendu à Lomé par *s/s Amérique* le 13 septembre 1933, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf, en remplacement de M. ESTASSY, appelé à d'autres fonctions.

M. ESTASSY, ingénieur-adjoit de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, adjoint au chef du service des chemins de fer et du wharf, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics, pour études topographiques à effectuer dans le cercle de Sokodé.

20 septembre 1933. — M. BARBIER Edmond, chef surveillant des travaux publics de l'A. O. F., en service aux travaux neufs, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf à compter du 25 septembre 1933.

22 septembre 1933. — M. ROUSSEL, administrateur-adjoit de 1^{re} classe, chef de la subdivision de Lama-Kara, est désigné pour remplir les fonctions d'agent intermédiaire de ladite subdivision.

Classement

Par arrêté du :

13 septembre 1933. — L'article 2 de l'arrêté du 11 mars 1933 réorganisant le cadre supérieur de la police est complété ainsi qu'il suit :

Quelle que soit la catégorie à laquelle il est classé, le chef du service de police et de sûreté voyage toujours en première classe sur les paquebots.

Congés et réquisitions de passage

Par décisions des :

8 septembre 1933. — Une réquisition de passage en 2^e classe 3^e catégorie de Lomé à Bordeaux sur le paquebot *Amérique* attendu à Lomé vers le 26 septembre 1933, est accordée à M. PARIZY Lucien, chef de chantier contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais, se rendant 20 rue Bayard à Paris.

15 septembre 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Paris 37 rue St. Georges, IX^e, est accordé à M. REHART Adolphe, inspecteur principal de police de l'A. O. F. commissaire de police du cadre local du Togo, chef du service de police et de sûreté du Togo qui compte 31 mois et 22 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie pour la France lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 17 septembre 1933.

Gratification

Par décision du :

18 septembre 1933. — Une gratification de 2.500 francs est accordée à M. LALANNE, agent sanitaire contractuel pour services rendus au secteur de prophylaxie et de trypanosomiase pendant son séjour au Togo.

Utilisation de voiture automobile

Par décision du :

23 septembre 1933. — M. Paul MAHOUX, ingénieur-adjoint des travaux publics est autorisé à utiliser sa voiture automobile personnelle pour les besoins du service.

PERSONNEL INDIGÈNE**Titularisations**

Par arrêtés des :

14 septembre 1933. — Sont titularisés commis-expéditionnaires de 8^e classe, les commis-expéditionnaires auxiliaires de 2^e échelon dont les noms suivent :

APETE D. Martin, pour compter du 1^{er} juillet 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

MOEVI Sébastien, pour compter du 1^{er} juillet 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

HANTZ Richard, pour compter du 5 juillet 1933, au point de vue de la solde et de l'ancienneté.

19 septembre 1933. — Est titularisée commis-expéditionnaire de 8^e classe, pour compter du 1^{er} octobre 1933, le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) D'ALMEIDA Justine, en service au cabinet du Commissaire de la République.

Prolongation de stage

Par arrêté du :

21 septembre 1933. — Est prolongé de 6 mois, pour compter du 10 septembre 1933, le stage du commis-expéditionnaire de 8^e classe SANTOS Pédro, en service au bureau du service météorologique.

Affectations

Par décisions des :

12 septembre 1933. — Le commis-expéditionnaire de 6^e classe de SOUZA Théodore, en service au bureau des finances, est affecté au cabinet du Commissaire de la République (administration générale), en remplacement du commis-expéditionnaire de 3^e classe CREPPY Charles, titulaire d'un congé de 90 jours.

25 septembre 1933. — Le moniteur de 5^e classe JOHNSON Denis, du cours de pédagogie, est affecté à l'école régionale de Sokodé en remplacement du moniteur AGBEZOUNDO FIOHOU suspendu de ses fonctions.

Congés et permissions.

Par décisions des :

11 septembre 1933. — Un congé de 45 jours, avec traitement, du 5 octobre au 18 novembre 1933 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 3^e classe KOKONOKO Christian, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 90 jours, avec traitement, du 18 septembre au 16 décembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8^e classe ABOKI Walter, en service au bureau des finances, pour en jouir à Tokpli (cercle d'Anécho).

12 septembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement du 16 septembre au 14 décembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 3^e classe CREPPY Charles, en service aux bureaux du Commissariat de la République (administration générale), pour en jouir au Territoire.

13 septembre 1933. — Un congé de 60 jours, avec traitement du 18 octobre au 16 décembre 1933 inclus, est accordé au préposé des douanes de 4^e classe D'OLIVEIRA Paul, en service au bureau des douanes de Lomé, pour en jouir au Territoire et au Dahomey.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 octobre 1933 inclus, est accordé au mécanicien de 1^{re} classe **MENSAH François**, en service aux chemins de fer, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 octobre 1933 inclus, est accordé au moniteur agricole auxiliaire de 3^e classe **KPADÉ Joseph**, en service à Atakpamé, pour en jouir à Agomé-Séva (cercle d'Anécho).

14 septembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 octobre 1933 inclus, est accordé au garde frontière de 3^e classe **Jérôme AYIVI**, en service au poste des douanes de Segbé (cercle de Lomé), pour en jouir à Anécho.

Une permission de 7 jours, avec traitement du 9 au 15 septembre 1933 inclus, est accordée au maître ouvrier de 4^e classe **BOTNAÏ Joseph**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir à Anécho.

19 septembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement du 1^{er} au 30 octobre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 8^e classe **Martin AMENOUVEKOU**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

20 septembre 1933. — Une permission de 18 jours, avec traitement, du 27 septembre au 14 octobre 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 8^e classe **KOUÉVI KOUASSI**, en service au secteur de la trypanosomiase, pour en jouir à Athiémé (Dahomey).

22 septembre 1933. — Un congé de 60 jours, avec traitement du 1^{er} octobre au 29 novembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8^e classe **EYEBIYI Samuel**, en service aux travaux publics, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 60 jours, avec traitement du 1^{er} octobre au 29 novembre 1933 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 2^e classe **BANNERMAN Pierre**, en service au chemin de fer (comptabilité), pour en jouir au Territoire.

25 septembre 1933. — Un congé de 27 jours, avec traitement du 5 au 31 octobre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 3^e classe **THOMAS Rambert**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 30 jours, avec traitement du 9 octobre au 7 novembre 1933 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe **Etienne SANT'ANNA**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 28 jours, avec traitement du 9 octobre au 5 novembre 1933 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 3^e classe **ADEKAMBI Michel**, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

Un congé de 90 jours avec traitement, du 16 octobre 1933 au 12 janvier 1934 inclus, est accordé à l'infirmier de 1^{re} classe **ATIKOSSIE David**, en service aux travaux neufs à Akaba, pour en jouir à Anécho.

Commissions d'enquête

Par arrêtés des :

7 septembre 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. **PIC**, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies *Président*
DASSONVILLE Jean, adjoint des services civils du Togo, }
MOREIRA Benoît, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe de l'enseignement officiel, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur de 5^e classe de l'enseignement officiel **AMOUSSOU, Pierre**.

19 septembre 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. **PIC**, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies *Président*
DASSONVILLE, adjoint des services du Togo, }
MOREIRA Benoît, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe de l'enseignement officiel, } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur de 5^e classe de l'enseignement officiel **AGBEZOUNDO FIOHOU**.

Suspension de fonctions

Par décisions des :

14 septembre 1933. — Le facteur enregistreur de 4^e classe **DOEVI Augustin**, est suspendu de ses fonctions pour compter du 18 septembre 1933.

19 septembre 1933. — Le moniteur de 5^e classe de l'enseignement officiel **AGBEZOUNDO FIOHOU**, est suspendu de ses fonctions pour compter du 25 septembre 1933.

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

19 septembre 1933. — L'homme d'équipe de 5^e classe du chemin de fer **KOUASSI GBEGNONHOU**, est révoqué de son emploi à compter du 1^{er} septembre 1933 pour faute grave dans le service.

Par décisions des :

12 septembre 1933. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au canotier de 2^e classe KAGNI AMOUSSOU, en service au wharf pour faute grave en service.

22 septembre 1933. — Une punition de 10 jours de retenue de solde, pour négligences dans le service, est infligée aux agents indigènes dont les noms suivent : KOUÉVI Ezéchiél, garde frontière de 3^e classe. AGBEMADON William, garde frontière de 2^e classe. SOSSOU Kossou, garde frontière de 2^e classe.

FORCES DE POLICE

1^{re}) Compagnie de milice

Congé

Par arrêté du :

12 septembre 1933. — Un congé de 15 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé au milicien de 1^{re} classe YAYA BABATOU, N^o Mle M/200, de la compagnie de milice, pour en jouir à Sokodé.

(Accompagné, au retour, de sa femme et 2 enfants).

Révocation

Est révoqué pour « abandon de poste » à compter du 1^{er} septembre 1933, le milicien de 2^e classe SIDO BILOU, Mle M/259, de la 4^e section de milice Anécho.

2^o) garde indigène.

Révocations

Sont révoqués à compter du 15 septembre 1933, pour faute grave dans le service :

BAKILA, garde de 1^{re} classe, Mle 912, du peloton de Lomé.

MAMA KOUROUMA, garde de 1^{re} classe, Mle 237, du peloton de Sokodé.

Punitions

Une punition de 30 jours de prison dont 15 avec retenue de solde est infligée à chacun des gardes dont les noms suivent :

LANGBÉ, garde 1^{re} classe, Mle 911, du peloton de Lomé.

YAGUIDI, garde 1^{re} classe, Mle 938, du peloton de Sokodé.

Affectations

Sont affectés pour compter du 15 septembre 1933 :

a) au peloton de Lomé.

MOUMOUNI, garde 1^{re} classe, Mle 842, du peloton de dépôt.

b) au peloton de Sokodé.

BAGBASSE, garde 2^e classe, Mle 951, du peloton de dépôt.

Congé

Par décision du :

25 septembre 1933. — Un congé de 30 jours avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) est accordé au caporal-chef ESSO, N^o Mle 16, de la compagnie de milice, pour en jouir à Lao (Sokodé).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES PRISONS

Par décision du :

15 septembre 1933. — M. Octaviano OLYMPIO, membre du conseil d'administration, est nommé membre de la commission de surveillance des prisons du territoire du Togo.

COMMISSIONS

Par décisions des :

9 septembre 1933. — Une commission composée de :

M.M. le commandant du cercle de Lomé	
ou son représentant	<i>Président</i>
Le chef du service des travaux publics	
ou son représentant,	
représentant l'administration,	
L'un des gérants des établissements	<i>Membres</i>
JACQUOT JACQUET à Lomé,	
M. MICHAUD, agent de la compagnie	
des Chargeurs Réunis à Lomé,	
représentant le concessionnaire,	

se réunira à Lomé, place de l'horloge, sur la convocation de son président, à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la susdite compagnie.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

Une commission composée de :

M.M. le commandant de cercle de Lomé	
ou son représentant	<i>Président</i>
Le chef du service des T. P. ou son	
représentant,	
représentant l'administration,	
EYCHENNE, agent des Comptoirs Colo-	<i>Membres</i>
niaux,	
PAGES, agent de la société générale du	
Golfe de Guinée,	
représentant le concessionnaire.	

se réunira à Lomé, sur la convocation de son président, à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par les Comptoirs Coloniaux.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

23 septembre 1933. — Une commission composée de :
 M. M. le commandant du cercle de Lomé ou son délégué, *Président*
 Le chef du service des travaux publics
 ou son délégué,
 représentant l'administration,
 Un agent de la société JACQUOT-JACQUET, *Membres*
 Sylvanus OLYMPIO, agent de commerce,
 représentant le concessionnaire,
 se réunira à Lomé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par ledit docteur Pédro C. OLYMPIO

25 septembre 1933. — Une commission composée de :
 M. M. le commandant du cercle de Sokodé ou son délégué, *Président*
 MAHOX Paul, ingénieur des travaux publics,
 représentant l'administration,
 RODIER agent de la SOCAFA à Atakpamé, *Membres*
 HUNGUES Achille, commerçant à Sokodé,
 représentant le concessionnaire,
 se réunira à Sokodé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par la SOCAFA.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêté du :

12 septembre 1933. — La firme G. B. OLLIVANT et C^o Limited est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) à Noépé, dans la boutique tenue par Herman NDANU FINI, en remplacement de M. Kunibert AYITÉ GABA.

Est révoquée l'autorisation précédemment donnée à M. Kunibert AYITÉ GABA, par arrêté n° 454 en date du 20 août 1929.

AVIS A LA POPULATION

Lomé, le 16 septembre 1933.

Toutes les fois où un secours urgent sera nécessaire de jour ou de nuit, par exemple en cas d'incendie, d'accident, de meurtre, de trouble de l'ordre public, etc, il suffira de procéder de la façon suivante :

1° — Pour les abonnés au téléphone :

Appeler « *police secours* » et attendre d'être mis en communication avec le commissariat de police;

2° — Pour les personnes non abonnées au téléphone :

Se présenter au poste de police le plus voisin, au commissariat de police, au bureau du service de police et de sûreté, au camp des gardes, ou au camp des forces de police.

Il suffira alors au requérant d'exposer brièvement la nature du secours qu'il désire recevoir.

Il est rappelé à cette occasion que toute demande non fondée expose son auteur à des poursuites judiciaires.

CIRCULATION

Le pont d'Amoutchou, par suite de travaux de réfection, sera fermé à la circulation automobile du lundi 9 au samedi 14 octobre 1933 inclus.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 889, déposée le 23 septembre 1933 le sieur Sanussi Gibirila, profession de tailleur et propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel comme propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4 ares 11 centiares situé à Lomé, quartier n° 7 (commune de Lomé) et borné au nord par la rue des alliés, à l'est par le T. 100 de Lomé, au sud par le T. 100 de Lomé et terrain à Tschau, à l'ouest par terrain à Yesufu Sant'Anna.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 890, déposée le 26 septembre 1933, Monseigneur Cessou Jean-Marie profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant à Lomé agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 95 ares 07 centiares situé à Lomé (Tokouin) au nord de la lagune (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Sedo, à l'est par terrain à Nuwuwui Huso et Tokodo, au sud par terrain à Bofla, à l'ouest par terrain à Fiomeku Agbezutsé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — Que les biens ayant une affectation de mission leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — Que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 891, déposée le 26 septembre 1933, Monseigneur Cessou Jean-Marie profession de Vicaire Apostolique du Togo, demeurant à Lomé agissant comme président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo; a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 14 Ha. 77 ares 91 centiares situé à Lomé (au nord de la lagune) (cercle de Lomé) Tokouin et borné au nord-ouest par terrain à la mission catholique, au nord par terrain à Tokodo, Esé Gakpé, Apeleté Gbadu, Foli Kekpoku, Ahiagbedé Ayivor, à l'est par terrain à Bofla, au sud par la lagune, à l'ouest par terrain au chef Adjallé, Timothy, Anthony, et Ativor Gbeku.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — Que les biens ayant une affectation de mission, leurs dits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° — Que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du gouvernement français.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

ÉTAT DES PRINCIPAUX PRODUITS DU GRU EXPORTÉS PENDANT LE MOIS D'AOUT 1933

PRODUITS	EXPORTATION mois d'août 1933	EXPORTATIONS TOTALES	
		1933	1932
Maïs	156.284	259.106	110.751
Farine de manioc	45.437	386.851	105.176
Haricots	1.566	14.866	47.980
Ignames	12.890	129.828	302.327
Arachides en coques	2.182	44.125	73.231
Coprah	250.501	791.428	656.181
Graines de coton	417.666	747.766	1.985.403
Amandes de palme	673.945	5.184.992	6.918.402
Café	1.159	21.579	20.096
Cacao	482.480	5.353.362	4.493.576
Piment	75	10.548	18.915
Huiles de palme	67.260	403.637	914.841
Beurre de karité	—	22.875	44
Kapok égrené	36.916	153.959	157.530
Coton égrené	85.813	965.619	1.212.304

PARTIE NON OFFICIELLE

INAUGURATION des nouveaux bâtiments de la Polyclinique de Lomé

Le 19 septembre 1933 à 17 heures, M. le Gouverneur de GUISE, Commissaire de la République; a procédé en présence des principaux membres de la colonie européenne et des représentants de la population indigène à l'inauguration et à la remise au service de santé des nouveaux bâtiments de la Polyclinique de Lomé.

Après la visite des lieux, le chef du Territoire a exposé la nécessité qui s'imposait de doter la ville de Lomé d'une Polyclinique aménagée selon les exigences de la science moderne et a retracé brièvement l'effort impor-

tant accompli pendant l'année 1933 par l'administration pour pourvoir les autres centres du Territoire d'installations analogues.

M. le médecin-colonel LEFÈVRE, chef du service de santé, a ensuite rappelé l'œuvre médicale de l'administration française entreprise depuis 1922 et a signalé les affections contre lesquelles la lutte avait été plus particulièrement menée durant les années 1932 et 1933 : la lèpre et la trypanosomiase.

Un film documentaire, composé par M. LECURIEUX, a montré enfin à l'assistance quelques aspects de l'action des services médicaux et d'hygiène au Togo.

M. le Commissaire de la République, assisté de M. le chef du service de santé, a reçu, à l'issue de la manifestation, les membres de la colonie européenne et les notables indigènes au cours d'un vin d'honneur offert dans une des salles de la Polyclinique.

NECROLOGIE

Le Commissaire de la République vient d'être informé par la direction de la Banque de l'Afrique Occidentale du décès, survenu à Bordeaux, de Monsieur MELFORT, directeur à Lomé de la succursale de cette banque.

Cette triste nouvelle a été accueillie avec un douloureux émoi par la colonie européenne de Lomé où cet homme aimable, courtois et bienveillant ne comptait que des sympathies.

L'administration du Territoire perd en lui un conseiller avisé qui, tant en sa qualité de membre du conseil d'administration qu'en celle de membre du conseil municipal de la commune mixte de Lomé lui avait toujours apporté une collaboration franche et éclairée. Il fut pour l'administrateur-maire de Lomé un auxiliaire précieux pour l'établissement du premier budget de cette commune.

Au nom du Territoire, le Commissaire de la République adresse à sa famille ses condoléances attristées.

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Siège Social : 38 Rue La Bruyère — PARIS

Messieurs les actionnaires de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, pour le Jeudi 23 Novembre 1933, à 15 heures, dans une des salles de la SOCIÉTÉ DES INGÉNIEURS CIVILS, 19 rue Blanche à PARIS (9^{me}), pour délibérer sur l'Ordre du Jour suivant :

- 1° — Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations de l'Exercice 1932-1933.
- 2° — Approbation des comptes de l'Exercice 1932-1933.
- 3° — Election ou réélection d'Administrateurs.
- 4° — Quitus à un Administrateur démissionnaire.

Le Président du Conseil d'Administration :

A. DUCHENE.